

*Initiatives parlementaires*

faut trancher la question et que les tribunaux tout comme le corps médical ont besoin de savoir à quoi s'en tenir.

Ils veulent une orientation claire de la part du gouvernement du Canada et une clarification du Code criminel du Canada. C'est ce que ce projet de loi essaie de faire. Il essaie de permettre aux gens de mourir avec dignité et résolution, tout en maintenant une qualité de vie acceptable et conforme à cette dignité.

Les progrès des techniques médicales permettent aux malades en phase terminale de vivre bien plus longtemps qu'il leur serait naturellement possible de le faire. Je voudrais que cela continue. Je suis en faveur du maintien d'une qualité de vie optimale jusqu'à la toute fin et je souhaite qu'il en soit ainsi pour moi aussi bien que pour tous ceux que je connais.

Mais la prolongation de la durée de vie peut aussi entraîner une diminution de la qualité de celle-ci, notamment pour ceux qui souffrent d'une dégénérescence ou d'une maladie incurable. La société et le gouvernement ne peuvent plus éviter cette question.

Les Canadiens vivent de plus en plus vieux. Nous assistons à une recrudescence de maladies incurables telles que le cancer, l'alzheimer et le SIDA, et les citoyens réclament de plus en plus le droit de décider eux-mêmes de la durée de leurs traitements médicaux, alors qu'il n'existe pratiquement aucun règlement, aucune indication dans les lois concernant le droit du patient en phase terminale de refuser ou de suspendre un traitement.

Nous devons clarifier ce point dans le code et permettre que le malade donne une directive de mort naturelle, qui a été votée en Ontario et qui est envisagée dans d'autres administrations.

Voici la position fondamentale que j'adopte. En tant que parlementaires, nous devons profiter de l'occasion pour voter une loi qui reconnaît aux patients en phase terminale le droit de décider de mettre fin à leurs traitements médicaux. Ce droit me semble tellement naturel que je ne peux pas imaginer qu'il soit interdit par la loi.

En outre, une telle mesure législative devrait donner le droit au corps médical de permettre au patient ou à la personne qui le soigne de le faire. Les patients en phase terminale doivent avoir le droit de décider de la durée de leur traitement. Les médecins ne doivent pas être tenus responsables pour s'être conformés aux désirs de leur patient.

Le Comité de déontologie de l'Association médicale canadienne a examiné cette question lors de son congrès cet été et en est essentiellement venu à la même conclusion en statuant, peut-être un peu en avance sur la loi,

que cette pratique était conforme au code d'éthique de la profession.

À ce stade, j'aimerais dire où en est la législation actuelle au Canada et ce que, à mon avis, on pourrait faire pour l'améliorer.

Une lecture rigoureuse du Code criminel nous apprend que suspendre les traitements médicaux dans le cas de patients en phase terminale peut constituer une infraction criminelle. En fait, plusieurs dispositions du Code criminel indiquent ou semblent indiquer que les médecins doivent assurer à leurs patients un traitement médical complet, quelles que soient les circonstances.

Selon l'article 14 du code, nul n'a le droit de consentir à ce qu'on lui inflige la mort, alors que selon les articles 45 et 215, les patients n'ont pas le droit de refuser les soins médicaux et les médecins n'ont pas le droit de se conformer aux désirs de leurs patients.

• (1800)

Selon le document de travail n° 28 de la Commission de réforme du droit du Canada, suspendre le traitement médical peut, aux termes de diverses dispositions du Code criminel, constituer un acte illégal pouvant aller de l'homicide au refus de donner les soins de première nécessité, voire d'aider au suicide.

Beaucoup de Canadiens seront peut-être surpris d'apprendre qu'il n'existe au Canada aucune loi permettant aux médecins de suspendre les soins médicaux quelles que soient les circonstances, même pas à la demande du patient. Il n'existe aucune loi permettant aux médecins de mettre fin au traitement si celui-ci devient inutile ou s'il n'est manifestement plus dans l'intérêt du patient.

Les conséquences qu'entraîne l'absence de lois précises sur la profession médicale et les patients est une source d'angoisse pour nombre de patients en phase terminale et donc dans un état d'impuissance. Mes rapports avec divers associations médicales et groupes de patients m'ont conduit à la conclusion que la demande d'arrêt du traitement médical pour les malades en phase terminale reflète ce qui est d'usage courant dans de nombreux hôpitaux et unités de soins palliatifs dans tout le Canada.

Le projet de loi que je présente aujourd'hui aurait pour effet dans de nombreux cas de légitimer ce qui est d'usage courant. Au Canada jusqu'à présent, aucun médecin n'a été condamné pour avoir abrégé la vie d'un malade en refusant de lui fournir un traitement, ce qui ne veut pas dire qu'il ne pourrait y avoir encore des condamnations ou des poursuites. Cependant, le résultat des sources potentielles de responsabilité criminelle a suscité une grande instabilité à ce sujet dans la profession médicale, ce qui a poussé inévitablement certains médecins à refu-